

Classement WEF : La compétitivité

• 72e mondialement, il avance de 5 rangs dans le classement WEF

• Deux bonnes notes: le climat des affaires et le déficit budgétaire

• La diversification de l'économie dynamise l'export

LE Maroc, référence en termes de compétitivité en Afrique? C'est ce qu'avance le World Economic Forum (WEF) dans son dernier rapport annuel 2014-2015. Etabli en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), l'OCDE et la Banque mondiale, le rapport fait ressortir le po-



tentiel du Maroc. Le Royaume se hisse à la 72e position dans le classement (sur 144 pays) et gagne 5 places. Il se

positionne en tant que leader au Maghreb et 4e sur le continent derrière le Rwanda (62e), l'Afrique du Sud (56e)

et l'Ile Maurice (39e). «Une progression qui reflète les efforts déployés au cours des dernières années à améliorer son environnement d'affaires», justifient les auteurs du rapport. Le Maroc accumule les bonnes notes à travers l'appréciation de plusieurs critères, notamment l'infrastructure, l'environnement macro-économique et l'enseignement primaire. Certes, le Maroc a atteint une quasi-généralisation de la scolarisation, particulièrement dans les régions enclavées, mais cela reste insuffisant. La rigidité des programmes et l'abandon scolaire continuent à plomber le système.

En matière de santé, la couverture médicale à travers l'AMO et le Ramed

Maroc marque des points

améliorerait la position du Maroc.

Le WEF salue également la maîtrise du déficit budgétaire au cours de ces deux dernières années. Parmi les bons points attribués, figure la performance du commerce extérieur. Le taux de couverture des importations par les exportations a progressé à 58,8% à fin avril 2015 contre 49,4% pour la même période en 2014. La politique de diversification de l'économie a déjà permis de dynamiser les

commerce transfrontalier est lourd et coûteux», relèvent les analystes. Selon la Banque mondiale, l'expédition d'un conteneur du Maroc nécessite dix jours et quatre documents. Il figure dans le même pôle que le Mali où il faudrait 26 jours et six documents ou encore 40 jours et dix documents pour l'envoyer de l'Angola.

L'enseignement supérieur vaut une

bien piètre 104e position sur ce critère. Une urgence à traiter selon le WEF qui presse le gouvernement à sortir du statu quo.

Les failles de l'orientation dirigent les étudiants vers plus de formations professionnalisantes. A ce sujet, le Maroc occupe la 111e place en termes d'emploi. Le défi est donc de renforcer les connexions entre le monde du

travail et le système éducatif pour une meilleure adéquation entre les formations et les besoins du marché de l'emploi. □

A.Lo

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Le classement des pays les plus compétitifs

	GCI ^(*) (2014-2015)	GCI (2013-2014)
Chine	28	29
Afrique du Sud	56	53
Brésil	57	56
Inde	71	60
Maroc	72	77
Algérie	79	100
Tunisie	87	83
Gabon	106	112
Ghana	111	114
Sénégal	112	113
Côte d'Ivoire	115	126
Cameroun	116	115
Égypte	119	118
Libye	126	108
Nigeria	127	120
Mali	128	135
Burkina Faso	135	140
Angola	140	142
Mauritanie	141	141
Guinée	144	147

^(*) Indice de compétitivité

Source: WEF

72e au niveau mondial, le Maroc se positionne en tant que leader au Maghreb et 4e sur le continent. Il se place ainsi derrière le Rwanda (62e), l'Afrique du Sud (56e) et l'Île Maurice (39e)

exportations et de drainer les investissements directs étrangers. «Le Maroc et la Tunisie pourraient augmenter leur participation dans la chaîne de valeur de 15% ou plus s'ils libéralisent davantage leur politique commerciale», estiment les analystes. Ceux-ci font allusion à la réduction des barrières tarifaires, à l'efficacité de la politique de la concurrence et à la protection de la propriété intellectuelle. Le Maroc est bien noté sur la réforme des institutions qui lui permet, entre autres, de préserver sa stabilité politique et sociale.

Si le Royaume a enregistré quelques avancées dans plusieurs domaines, il continue cependant de traîner quelques boulets. Les procédures bureaucratiques dans le commerce extérieur restent un point noir. «Dans de nombreux pays africains, le com-